



## Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 379 - 7 mars 2020

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

**Blog :** <http://marchemondialedesfemmesfrance.org/>

**Facebook :** [www.facebook.com/marchemondialedesfemmes2015](http://www.facebook.com/marchemondialedesfemmes2015)

---

### SOMMAIRE

- 1 - Manifestation On arrête toutes / les grandes gagnantes - Page 2
- 2 - Mexique : Les Mexicaines appellent à une grève nationale le 9 mars après une série de féminicides extrêmement violents - Gretel Morales - El Universal - Page 2
- 3 - Inde: des étudiantes déshabillées pour voir si elles ont leurs règles - lefigaro.fr - Page 3
- 3bis - Turquie : 19 ans de prison pour la musique kurde ou la fausse fraternité des peuples - [www.kurdistan.fr](http://www.kurdistan.fr) - Page 3
- 4 - Pour un 8 mars féministe et international ! - Marche Mondiale des Femmes - Page 4
- 5 - Tribune : Le 8 mars, je grève, je crie, je manifeste ! - On arrête toutes - Page 5
- 6 - Contre-réforme des retraites : les grandes perdantes ne lâcheront pas ! - Communiqué Les Effronté-e-s - Page 6
- 7 - Polanski récompensé, manifestons notre colère ! - Communiqué MMF - Page 8
- 8 - Polanski : La honte - Communiqué #NousToutes - Page 8
- 9 - Tribune : Césars : « Désormais on se lève et on se barre » - Virginie Despentès - liberation.fr
- 10 - Polanski: Quand les César et le cinéma français manquent leur rendez-vous avec l'Histoire - Pauline Le Gall - [cheekmagazine.fr](http://cheekmagazine.fr) - Page 12
- 11 - Prostitution : Zéromacho à propos de l'émission « Les pieds sur terre » sur France Culture - Page 14
- 12 - Adèle Haenel : « La France a complètement raté le coche » de #MeToo - Elian Peltier - [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com) - Page 16
- 13 - Assistants sexuels : « Comment faire diversion : la stratégie politique du cul » - elisarojas - Page 18
- 14 - Une enquête met en lumière la négation du consentement sexuel des jeunes femmes - lemonde.fr - Page 19
- 15 - Cinq minutes pour comprendre pourquoi le mot féminicide ne devrait pas intégrer le Code pénal - leparisien.fr - Ronan Tésorière - Page 20
- 16 - La Pérille Mortelle et Contes à Rebours - Les deux spectacles féministes de Typaine D en tournée - Page 21
- 17 - 2<sup>ème</sup> Forum féministe parisien sur l'égalité professionnelle - 7 mars - Mairie de Paris - Page 22
- 18 - Rencontre avec Valérie Rey-Robert : « Le sexisme, une affaire d'hommes » - Librairie Violette and Co - 5 mars - Page 22
- 19 - Livre et rencontre : « Mes années MLAC » - Irène Jouannet - 10 mars - Page 22
- 20 - Radio : Remue-Méninges - Tous les mardis à 19h - Page 23
- 21 - Colloque « Féminisme, réseaux sociaux et nouveaux médias » - Centre Hubertine Auclerc - 20 mars - Paris - Page 23
- 22 - Le Festival Sauvageonnes ! - 19-20-21 mars - mix'art Myrys - Toulouse - Page 23

23 - Exposition " Sans Artifices " - du 6 au 29 mars - Paris - Page 23

24 - Théâtre : « Mon Olympe » - Compagnie des milles printemps - Paris - jusqu'au 28 mars - Page 24

25 - Livre : Notre corps nous-mêmes - Page 24

26 - Livre : « une défense légitime » - Janine Bonaggiunta et Nathalie Tomasini - Page 25

27 - Théâtre : "A quel prix" d'Hélène Trembles - 8 mars - Paris - Page 25

28 - Rappel : Théâtre : « Les survivantes » - Isabelle Linnartz et Blandine Métayer - Page 25

---

## MOBILISATIONS

### 1 - Manifestation On arrête toutes / les grandes gagnantes

**Manifestation On arrête toutes / les grandes gagnantes**

**Dimanche 8 mars 2020**

**14h - place d'Italie**

## INTERNATIONAL

### 2 - Mexique : Les Mexicaines appellent à une grève nationale le 9 mars après une série de féminicides extrêmement violents - Gretel Morales - El Universal

Des militantes féministes, des utilisatrices de réseaux sociaux et des Mexicaines en général appellent à une grève nationale le 9 mars, au lendemain de la Journée internationale des luttes de femmes, commémorée le 8 mars. Le 9 mars, les Mexicaines se proposent de ne pas se présenter au travail, de ne pas aller à l'école, de ne pas y emmener leurs filles et de ne rien acheter. Elles invitent également les hommes à agir en alliés et à appuyer les femmes cette journée-là. Leur objectif est de rendre visible le rôle des femmes dans la société mexicaine et de poser un geste radical contre le féminicide, la misogynie et l'inégalité.

La Journée internationale des luttes de femmes est endossée par les Nations Unies depuis 1975, mais le mouvement féministe la célèbre depuis le début des années 1900. Cette date a été établie dans un effort de promotion des droits des femmes, en particulier le droit de vote. Cette date constitue maintenant une opportunité importante de promotion des enjeux et de droits des femmes, particulièrement dans les pays émergents comme le Mexique.

Au Mexique, chaque jour voit non moins de 10 femmes assassinées, 4 enfants enlevés, et il est rare que les autorités résolvent ces affaires ou punissent les criminels en cause. C'est pourquoi des femmes élèvent maintenant la voix pour réclamer égalité, justice et élimination de la violence sexuelle, particulièrement les féminicides.

Les Mexicaines souffrent depuis des décennies de féminicides et de leur impunité, depuis une série de féminicides qui ont dévasté la communauté de Ciudad Juarez dès les années 1990, et les meurtres plus récents d'Ingrid Escamilla et de la jeune Fátima Cecilia Aldrighetti.

De plus en plus de gens manifestent leur soutien à cette grève en reprenant les hashtags #ParoNacionaldeMujeres (Grève nationale des femmes), #UnDiaSinNostras (Une Journée sans nous) et #UnDiaSinMujeres (Une Journée sans femmes).

*Une mobilisation nationale* : Déjà, des universités, le gouvernement mexicain et des partis politiques se sont joints à l'appel pour cette grève nationale contre la violence faite aux femmes

Dans le cas des universités, des établissements privés et publics ont démontré leur solidarité avec le mouvement des femmes. Au nombre des établissements nationaux à s'être joints à l'appel à la grève nationale, on remarque l'Université nationale autonome du Mexique, l'Institut polytechnique national, l'Université métropolitaine nationale, l'Université de Veracruz, l'Université méritoire autonome de Puebla, l'Université autonome de Queretaro, et l'Université autonome du Yucatán.

*Des hommes aussi* : Par ailleurs, plusieurs représentantes du gouvernement ont aussi répondu à l'appel. Par exemple, la ministre de l'Intérieur Olga Cordero a dit sur son compte Twitter qu'elle appuyait cette manifestation : « En tant que femme et en mon nom personnel, je me joins à la Grève nationale. » De la même façon, la mairesse de Mexico Claudia Sheinbaum a annoncé en conférence de presse que son administration était majoritairement dirigée par des femmes, qui sont dédiées à éliminer la discrimination, l'inégalité sexuelle et chacune des formes de violence à l'égard des femmes. Pour sa part, la présidente de la Chambre basse de l'Assemblée nationale, Laura Rojas, a annoncé que la Table générale avait garanti leur salaire à toutes les travailleuses de San Lazaro pour qu'elles puissent se joindre à cette initiative féministe. De façon identique, la présidente du Sénat mexicain, Monica Fernandez, a affirmé que son institution serait solidaire de cette initiative et que les femmes qui y travaillent auraient la possibilité d'y participer.

Néanmoins, Beatriz Gutiérrez Muller, épouse du président Andrés Manuel Lopez Obrador, a émis un message assez confus. Après s'être d'abord jointe à l'appel collectif et y avoir même manifesté son soutien sur ses comptes de réseaux sociaux, elle a plus tard affiché un message contradictoire avec le hashtag #NoAIParO NACIONAL (Non à la grève nationale), en demandant plutôt aux femmes et aux hommes de manifester en affichant un mouchoir blanc.

Cependant plusieurs États de la République mexicaine ont confirmé leur soutien au mouvement, dont ceux du Michoacán, de Veracruz, de Querétaro, du Yucatán, de l'État de Mexico, de Sonora, de Tamaulipas, de Coahuila et de Durango.

### **3 - Inde: des étudiantes déshabillées pour voir si elles ont leurs règles - lefigaro.fr**

Des dizaines d'étudiantes indiennes ont été forcées de se déshabiller cette semaine dans une université hindoue afin de vérifier si elles avaient leurs règles, le règlement intérieur les obligeant à se mettre à l'écart pendant leur menstruation, ont rapporté vendredi 14 février les médias et un responsable de l'établissement.

Les faits se sont produits lundi au Sahjanand Girls Institute de la ville de Bhuj dans l'État du Gujarat (ouest de l'Inde), établissement tenu par la secte hindoue Swaminarayan. Celle-ci gère aussi de somptueux temples à travers le monde, dont un à Londres. L'enquête est partie de la découverte d'une serviette hygiénique usagée dans un jardin devant l'université. Son règlement intérieur interdit aux jeunes femmes de rester dans les résidences étudiantes en période menstruelle et les oblige à s'isoler dans un sous-sol, ainsi qu'à rester à l'écart de la cuisine et du lieu de culte. Elles doivent également s'asseoir au fond de la classe durant les cours.

«*Il n'y a pas de mots pour décrire l'humiliation vécue*» : Les responsables de l'université ont aligné 68 étudiantes dans les toilettes et leur ont ordonné une à une de se déshabiller, ont raconté les étudiantes à la presse locale. «*Il n'y a pas de mots pour décrire l'humiliation que nous avons vécue*», a déclaré jeudi à des journalistes une étudiante qui faisait partie de celles manifestant leur colère jeudi devant l'établissement. L'université a lancé une enquête et a indiqué qu'elle pourrait prendre des mesures contre ses employés à l'origine de cet examen. «*Les filles ont été informées du règlement de la résidence avant leur admission*», a cependant soutenu auprès de l'AFP le responsable universitaire Pravin Pindoria. «*J'ai convoqué une réunion du comité administratif qui prendra des mesures contre les personnes responsables*», a-t-il ajouté.

Les règles féminines restent un tabou profondément ancré dans l'Inde. Dans certaines zones rurales, les femmes doivent vivre à l'écart de la communauté pendant toute leur durée. Elles sont également interdites d'entrer dans certains temples durant leur menstruation.

**3bis - Turquie : 19 ans de prison pour la musique kurde ou la fausse fraternité des peuples - www.kurdistan.fr**

Cela fait 5 ans que la chanteuse kurde Nûdem Durak est en prison pour avoir osé chanter dans sa langue maternelle. Elle doit retrouver sa liberté en 2034. Un châtimeur de 19 ans pour lui enlever le goût de chanter les chansons de son peuple... ou montrant la fausseté du discours officiel turc parlant de leurs «frères kurdes».

Originaire de Cizre, Nûdem est bien connue dans toute sa communauté pour enseigner des chansons folkloriques locales en langue kurde aux enfants. Les Kurdes sont persécutés depuis des décennies par les gouvernements de Turquie, d'Iran et de Syrie dans tout le Kurdistan.

Pour le gouvernement turc, qui a même interdit le mot «Kurdes» jusqu'aux années 1990 (les appelant plutôt «Turcs des montagnes»), chanter était tout simplement inacceptable. Nûdem a été arrêtée en 2015 et inculpée sous la vague notion de propagande parce que les chansons qu'elle chantait étaient dans sa langue maternelle.

En avril 2015, Nûdem Durak a été condamnée à dix ans et demi de prison pour «promotion de la propagande kurde» en se produisant dans sa langue maternelle. En juillet 2016, sans accusation ni condamnation supplémentaires, sa peine a été portée à 19 ans. Des amis rapportent qu'elle était recherchée par la police depuis au moins 2014. La chanteuse a été arrêtée avec trois autres femmes, mais elles ont été libérées.

Nûdem Durak est actuellement détenue dans la prison fermée de Mardin où elle devrait rester jusqu'en septembre 2034.

*Pour soutenir Nûdem Durak : Signez la pétition Free Nûdem Durak - Chantez pour elle, écoutez ceux et celles qui l'ont déjà fait... - Ecrire à Nûdem : Nudem Durak - M Tipi Kapalı Cezaevi - Bayburt - Turquie*

## COMMUNIQUÉS, TEXTES

### **4 - Pour un 8 mars féministe et international ! - Marche Mondiale des Femmes**

Partout dans le monde, nous, les femmes, sommes dans les rues ce 8 mars, faisant ainsi la preuve de notre force collective. Être en marche nous permet de donner voix à nos mémoires tuées et occultées. Notre lutte collective met en question le patriarcat, dénaturalise la violence exercée sur nos corps, exige la reconnaissance de notre travail et de nos contributions à l'économie et à l'ensemble de la société.

La lutte des femmes est une force présente tout au long de l'histoire et dans notre quotidien. Elle porte le sceau de la rébellion et du rêve : révolte contre l'injustice et la domination, rêve de liberté, d'égalité, de justice, d'harmonie entre tous les êtres et la nature.

Les luttes des femmes ont permis de conquérir des droits et de progresser vers l'égalité entre les femmes et les hommes. Mais aujourd'hui, cette égalité est loin d'être effective dans une société qui reste encore dominée par le système patriarcal et hétéro-normatif, et on constate que les seuls changements juridiques sont insuffisants. La montée de l'extrême-droite et des extrémismes religieux constituent un danger supplémentaire de régression pour les femmes.

Notre réponse doit être chaque jour plus forte pour construire une autre économie. Les femmes sont touchées par les inégalités de salaire et de retraite, elles subissent le temps partiel et la précarité. Elles assument majoritairement les tâches domestiques et familiales, elles sont minoritaires dans les postes de responsabilités politiques, économiques et culturelles. De plus, les processus d'accumulation du capital sont incompatibles avec le respect de la nature, la répartition équitable des richesses, etc.

Les femmes sont victimes de multiples formes de violences : féminicides, viols, violences conjugales, agressions et discriminations racistes, violences et harcèlements sexistes, au travail, dans la rue, violences du système prostitutionnel, lesbophobie.

Le 8 mars ne doit pas être une journée sans lendemain. Grâce aux mobilisations des féministes, en France et à l'international, cette journée de manifestations est un moment privilégié de la visibilité de la permanence des luttes. Ces actions s'inscrivent dans une dynamique de mobilisations pour faire reculer le système patriarcal et obtenir l'égalité, au travail, dans la famille, dans la société toute entière. Elles mettent en avant la créativité des femmes à qui ont été refusés pendant des siècles l'accès au savoir, à l'instruction, à la citoyenneté, à la recherche scientifique, artistique etc. Ce 8 mars, nous nous mettons aussi en marche pour dénoncer les politiques d'austérité qui, depuis cette dernière décennie, impactent la réalité de beaucoup de pays. Celles-ci ont produit plus de pauvreté et de précarité dans la vie des classes ouvrières, davantage de violences contre les femmes et l'augmentation du racisme et de la xénophobie.

Fortes de notre féminisme, nous nous mobilisons contre le colonialisme, le racisme et l'injonction hétéro patriarcale.

Nous sommes des femmes diverses, de peuples, d'ethnies et d'âges différents, nous nous sommes constituées en mouvement international, en lutte pour changer le monde et la vie des femmes.

L'expansion du féminisme et le renouvellement de ses générations confortent nos luttes. Défendre l'égalité, la diversité, la dissidence sexuelle et affirmer notre solidarité, là est notre radicalité féministe. Nous continuons à renforcer l'auto-organisation des femmes.

Nous disons :

STOP aux féminicides ;

STOP aux viols et aux violences sexistes, quelle que soit notre identité de genre ;

STOP au contrôle imposé à nos corps sous toutes ses formes ;

STOP à l'exploitation et à la destruction par le système capitaliste ;

STOP au colonialisme, STOP au racisme.

Nous revendiquons et agissons pour construire une société avec les valeurs de solidarité, de liberté, d'égalité, de paix, de justice, qui respecte nos vies et la planète.

Nous résistons pour vivre, nous marchons pour transformer ! "

A Paris, nous rejoignons le cortège féministe à 14h Place d'Italie, avec notre batucafam !

## **5 - Tribune : Le 8 mars, je grève, je crie, je manifeste ! - On arrête toutes**

Depuis le tremblement de terre provoqué par les mouvements #MeToo et #BalanceTonPorc, les oreilles s'ouvrent et les femmes commencent à être entendues lorsqu'elles dénoncent les violences qu'elles subissent. Le travail au long cours des féministes depuis des décennies n'aura pas été vain ! Des personnalités comme Adèle Haenel et Sarah Aitbol ont brisé le silence dans les milieux de la culture et du sport. Mais les nominations, et pire les récompenses honteuses de Roman Polanski aux Césars prouvent qu'il y a encore du chemin à parcourir. Portées par ce nouvel élan, nous étions 100 000 dans la rue le 23 novembre dernier lors de la manifestation NousToutes.

Les violences économiques vont de pair avec les violences physiques et sexuelles. Une étude de l'Ifop datant de 2018 révèle ainsi que le harcèlement sexuel au travail traduit une volonté d'intimidation envers les femmes. Rabaisées dans la sphère publique, celles-ci sont maintenues dans un état d'infériorité économique qui les rendent, encore aujourd'hui, dépendantes financièrement des hommes. Ainsi en cas de violence conjugale les femmes, souvent, n'ont pas d'échappatoire économique. Face à ces mécanismes, le gouvernement n'a pas trouvé mieux que de proposer des mesures insuffisantes au Grenelle.

Il cherche, en outre, à détruire nos acquis sociaux. En effet, le projet de réforme des retraites touchera encore plus durement les femmes qui ne seront pas les "Grandes Gagnantes" mais les grandes perdantes. Premières victimes de cette attaque néolibérale, nous nous sommes mobilisées massivement dès les premières heures. Cette réforme ne viendra que s'ajouter aux inégalités salariales, aux temps partiels imposés, aux métiers "féminisés" qui sont totalement dévalorisés et

donc sous-payés, aux carrières des femmes mises en retrait lors des maternités. Face à toutes ces attaques contre notre émancipation, nous avons un mot d'ordre : la grève féministe !

*Grève, le mot est lâché !* : Bientôt le 8 mars. Cette journée internationale de lutte pour les droits des femmes trouve son origine en 1910 à la conférence des femmes socialistes et s'est incarnée le 8 mars 1917, jour de grève des femmes ouvrières de Saint-Pétersbourg qui va marquer le début de la Révolution russe.

Comme les Polonaises, les Argentines, les Espagnoles, les Belges, les Suissesses, les Italiennes, en France aussi nous grèverons fémininement le 8 mars 2020, car cette journée est avant tout un jour de solidarité internationale.

Si les femmes s'arrêtent, tout s'arrête : La grève féministe, vise à mettre en avant le rôle fondamental des femmes. Elle montrera que si les femmes s'arrêtent, tout s'arrête. De fait, c'est l'ensemble des activités réalisées par les femmes qui sont appelées à être suspendues ce jour-là. En cette journée de mobilisation, nous appelons toutes les femmes à arrêter le travail domestique qu'elles réalisent en moyenne à hauteur de 64% et ce, de manière non rémunérée et invisibilisée dont profitent principalement les hommes et les ménages. Selon l'INSEE, il représente en 2010 en France, 60 milliards d'heures et 33 % du PIB. Comme le dit , la journaliste Titiou Lecoq "Laisser moisir le linge sale, c'est aussi un acte politique". Ce travail domestique doit être, autant que faire se peut, "socialisé" (laveries, cantines abordables et de qualité, service public de la petite enfance, notamment pour les familles monoparentales, service public de prise en charge de la dépendance, etc.)

En outre, de nombreux secteurs sont en activité le dimanche : transports, santé, culture, hôtellerie restauration, commerce... et certains comportent beaucoup d'emplois précaires majoritairement exercés par des femmes qui cumulent plusieurs oppressions, telles le racisme et le sexisme, et sont de ce fait plus vulnérables. Nous convenons de l'intérêt du travail dominical lorsque l'intérêt général est en jeu, mais là où il n'est pas nécessaire nous demandons qu'il soit interdit.

*Grève de la consommation* : Le capitalisme et la surconsommation qui en découle sont des mécanismes qui surexploitent non seulement la planète, mais également les femmes et les minorités les plus précaires. Dénoncer la consommation avec une approche féministe ne peut se faire sans rappeler que le corps des femmes est constamment ciblé et réifié à des fins mercantiles. Pour condamner cette exploitation capitaliste générée par la consommation et dénoncer l'image passive que la publicité donne des femmes à elles-mêmes, nous appelons toutes les femmes à prendre leur place d'actrices politiques et à ne réaliser aucun achat ce jour de grève.

*En bref, soyons unies, soyons nombreuses le 8 !* : La grève féministe, pratiquée partout dans le monde, ne se contente pas de dénoncer notre précarité économique mais réaffirme également la défense de tous nos droits et nos acquis aujourd'hui attaqués : tentatives réactionnaires de restreindre le droit à l'avortement, tentative au Sénat de limiter le remboursement de la PMA pour les lesbiennes et les femmes seules dans le projet de loi en discussion, violences obstétricales, etc. Nous appelons toutes les femmes à exprimer leur colère, leur révolte contre un système patriarcal dont nous connaissons les mécanismes et qui doit disparaître.

Le 8 mars, nous grèvons, nous crions, nous manifestons !

*Signataires* : Zahra Agsous, militante féministe, Maison des Femmes de Paris ; Marie Noëlle Bas, présidente des Chiennes de Garde ; Sonia Bisch, porte-parole du Collectif "Toute.s contre les violences gynéco et obstétricales" ; Claire Charlès Secrétaire générale des effronté-e-s ; Ingrid Hayes, historienne, Université Paris-Nanterre ; Héléna Hirata, sociologue émérite au CNRS ; Danièle Kergoat, sociologue, directrice de recherche honoraire au CNRS ; Anaïs Leleux, militante féministe ; Margaret Maruani, sociologue au CNRS ; Nelly Martin, Marche Mondiale des Femmes France ; Christiane Marty, Fondation Copernic ; Florence Montreynaud, écrivaine féministe ; Françoise Picq, maîtresse de conférences retraitée, Science politique ; Celine Piques, Osez le féminisme ; Suzy Rojzman, Collectif National pour les Droits des Femmes ; Roselyne Rollier, Maison des Femmes de Montreuil.

**6 - Contre-réforme des retraites : les grandes perdantes ne lâcheront pas ! - Communiqué Les**

## Effronté-e-s

Pour les femmes, la retraite est le point culminant d'une vie d'inégalités dans le travail, non seulement salariales mais aussi domestiques. En effet, avec un écart global entre les salaires des femmes et ceux des hommes qui reste autour de 25% année après année, les femmes perçoivent, après toute une vie de travail, des pensions de retraite qui sont de 42% inférieures à celles des hommes. Cet état de fait est inacceptable et nécessite de véritables améliorations, au lieu de cette contre-réforme qui vient aggraver encore la situation pour les femmes. Non seulement le système des retraites est en lui-même à améliorer pour rehausser les pensions des femmes mais il faut encore agir en amont pour endiguer ces inégalités entre les carrières des femmes et celles des hommes. Il n'est ni normal ni supportable que les femmes, qui réussissent pourtant mieux à l'école et jusque dans le supérieur, soient pénalisées par la suite dans leur carrière, du seul fait d'être des femmes. Ces chiffres ne sont évidemment pas le fruit du simple hasard, mais le fait de problématiques spécifiques qui s'imposent aux femmes, et qui doivent être analysées précisément pour pouvoir être réglées politiquement !

*Les femmes travaillent gratuitement* : On le sait, les femmes ont souvent des carrières hachées : elles sont près d'un tiers à être à temps partiel, contre 8% des hommes. Cela est dû en grande partie à la nécessité d'élever les enfants, mais aussi à la double journée de travail qui pèse sur les femmes et qui les pousse souvent à accepter de réduire leur temps de travail salarial pour garder du temps domestique. Ce que cela recouvre, c'est tout simplement du travail gratuit.

Nous n'avons d'ailleurs pas de mots assez forts pour dénoncer le scandale absolu de la suppression pure et simple des trimestres qui étaient jusqu'à présent offerts aux femmes pour congé maternité et éducation des enfants, en compensation du temps perdu de travail et donc de cotisation que cela représente.

Aujourd'hui, les femmes assurent toujours deux fois plus les tâches domestiques que les hommes, sans parler des mères seules. Cet état de fait ne sera dépassé qu'avec une évolution profonde de la société, évolution qui doit être appuyée par des politiques volontaristes : en matière d'éducation d'abord, parce que les stéréotypes de genres s'intègrent très tôt, et c'est pour ça que nous voulons que soient mis en place des programmes scolaires, de la maternelle au supérieur, d'éducation contre le sexisme et contre les stéréotypes de genres.

Ensuite, les féministes réclament depuis de nombreuses années un allongement conséquent du congé paternité, qui est à l'heure actuelle fixé à seulement 11 jours, ce qui pousse évidemment les femmes à s'arrêter plus longtemps, et ce sont elles qui sont pénalisées au final, et le seront encore davantage si cette réforme venait à être adoptée. Nous voulons un congé parental partagé à égalité entre les parents, et qui soit véritablement rémunéré !

*Les femmes, grandes perdantes des politiques libérales.* :: Les contrats précaires incombent davantage aux femmes, ils sont banalisés voire encouragés par les politiques d'austérité, et les femmes payent très fort le prix des réformes que la droite dure a fait passer, contre la volonté du peuple, au sein des gouvernements qui se sont succédé ces dernières années. Il faut lutter contre cette banalisation ! Nous voulons que le CDI temps plein redevienne la norme, et que le CDD redevienne le contrat d'exception qu'il est censé être.

Nous voulons une revalorisation des filières dites « féminines », car il est proprement anormal que les femmes se retrouvent de façon systémique dans des métiers moins bien payés, et pourtant oh combien importants, pour des tâches parfois très difficiles physiquement, et nous rendons hommage au courage immense des salariées de l'IBIS Batignolles, en grève depuis sept mois pour des conditions de travail décentes et la fin des cadences intenable.

Nous voulons une hausse significative du SMIC, car nous rappelons que deux tiers des smicards sont des femmes ! Nous voulons une hausse des minimas sociaux, sachant que 60% des personnes au RSA sont des femmes ! Nous voulons que soit réduit l'écart entre le taux d'activité des hommes et

celui des femmes, car les femmes sont au moins autant diplômées, et de plus, cela permettrait d'augmenter les ressources en cotisations retraite ! Nous voulons pour cela que soit ouvert un nombre suffisant de places en crèches, pour permettre aux femmes ayant des enfants en bas âge de ré-accéder plus librement à l'emploi !

Défendre notre système de retraite, c'est défendre un choix de société : nous voulons une société solidaire et non pas individualiste, et l'égalité entre les femmes et les hommes en est une part primordiale, et doit donc faire partie intégrante de tout projet de réforme. En cela nous récusons entièrement cette contre-réforme, qui dans son essence est néfaste pour tout le monde, mais bien plus encore pour les femmes, malgré une communication gouvernementale qui ose prétendre le contraire, qui ose prétendre que nous femmes en serions les « Grandes gagnantes ».

Nous voulons non seulement que soit maintenu le système actuel, basé sur la solidarité, intergénérationnelle mais aussi entre les différentes caisses de retraites. Mais nous voulons en plus qu'il prenne davantage en compte les inégalités qui pénalisent les femmes : pour cela il est d'abord nécessaire de mettre fin à l'allongement continu de la durée de cotisation, car il devient de plus en plus irréalisable pour les femmes, de partir à taux plein du fait de carrières en moyenne plus courtes, et incomplètes. Par ailleurs nous ne voulons pas d'une société qui exploite l'accroissement de la durée de vie comme une ressource à mettre à profit afin de nous faire travailler davantage. Nous voulons que chacune et chacun puisse profiter de sa retraite à un âge décent, en somme nous voulons revenir à la retraite à 60 ans sans décote.

Même si nous ne nous en tenons pas au *statu quo* concernant les inégalités salariales qui génèrent des pensions plus faibles pour les femmes, nous voulons que soient maintenus et même renforcés les systèmes compensatoires prévus pour leurs retraites.

Enfin, à une époque où l'on n'a jamais autant parlé des violences faites aux femmes et notamment des violences conjugales, on ne peut éviter de mentionner l'importance de l'autonomie financière des femmes. Rappelons que un quart des féminicides qui ont eu lieu en 2019 concernait des femmes de plus de 60 ans, soit des femmes en retraite ou proches de l'être. Plus l'on précarise les femmes, plus on les met potentiellement en danger. Un État qui n'œuvre pas à renforcer l'autonomie financière des femmes ne peut prétendre lutter contre les violences qu'elles subissent ! Un État qui prétend dénier aux femmes divorcées, le droit de toucher la pension de réversion, les attachant de ce fait un peu plus à leur époux en cas de violences conjugales, est un État irresponsable, et complice.

Grandes perdantes, nous n'accepterons pas de l'être une fois de plus !

## **7 - Polanski récompensé, manifestons notre colère ! - Communiqué MMF**

Ils l'on fait quand même : ils ont récompensé Polanski, un violeur pédophile, comme meilleur réalisateur, justement ce prix là qui récompense l'homme !

Notre colère est forte et sans mesure. Qu'allons nous faire de plus pour qu'enfin la société française se regarde en face. Et reconnaisse le mal systémique fait aux femmes et aux enfants dans notre pays. Et se donne les moyens que cela cesse.

Nous allons continuer de lutter aux côtés de toutes nos sœurs féministes. Nous n'avons pas peur, nous ferons ce qu'il faut

Hommage à Adèle Haenel et à Florence Foresti

Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, rejoignons en masse toutes les manifestations à travers la France

## **8 - Polanski : La honte - Communiqué #NousToutes**



La honte. En récompensant le réalisateur de "J'accuse" hier soir, l'académie des César a littéralement craché aux visages des victimes de violences pédo-criminelles, au visage des victimes de violences sexuelles et, plus largement, au visage de millions de femmes de ce pays.

Hier, l'Académie des César a confirmé que, comme l'a dit Adèle Haenel, il y a quelques jours dans le New York Times : la France a raté le coche de #MeToo.

La soirée d'hier aurait pu être l'occasion d'impulser des changements au sein du cinéma français, et de poursuivre l'élan initié par l'affaire Weinstein. C'est raté. La soirée de vendredi a été celle de l'impunité, de la protection d'hommes mis en cause pour viol.

Ce vieux monde n'a pas pris conscience de l'ampleur des violences sexuelles en son sein. Ce vieux monde a préféré dérouler le tapis rouge à un homme mis en cause par 12 femmes pour des faits de viol, verrouillant ainsi un peu plus le secret et maintenant la chape de plomb.

Notre colère est immense. Notre détermination l'est plus encore.

Nous serons dans la rue dimanche 8 mars pour dire à toutes les victimes de pédo-criminels ou de viol que nous les croyons et que nous sommes à leurs côtés.

Nous serons dans la rue dimanche 8 mars pour dire à quel point cette culture du viol qui persiste dans notre pays appartient au passé et doit disparaître.

Nous serons dans la rue dimanche 8 mars pour dire à nouveau que nous voulons en finir avec toutes les violences sexistes et sexuelles. Et que ni l'Académie des César ni ceux qui les soutiennent ne nous arrêteront.

RDV dimanche 8 mars, à 14h, Place d'Italie

## **9 - Tribune : Césars : «Désormais on se lève et on se barre» - Virginie Despentes - liberation.fr**

Je vais commencer comme ça : soyez rassurés, les puissants, les boss, les chefs, les gros bonnets : ça fait mal. On a beau le savoir, on a beau vous connaître, on a beau l'avoir pris des dizaines de fois votre gros pouvoir en travers de la gueule, ça fait toujours aussi mal. Tout ce week-end à vous écouter geindre et chialer, vous plaindre de ce qu'on vous oblige à passer vos lois à coups de 49.3 et qu'on ne vous laisse pas célébrer Polanski tranquilles et que ça vous gâche la fête mais derrière vos jérémiades, ne vous en faites pas : on vous entend jouir de ce que vous êtes les vrais patrons, les gros caïds, et le message passe cinq sur cinq : cette notion de consentement, vous ne comptez pas la laisser passer. Où serait le fun d'appartenir au clan des puissants s'il fallait tenir compte du consentement des dominés ? Et je ne suis certainement pas la seule à avoir envie de chialer de rage et d'impuissance depuis votre belle démonstration de force, certainement pas la seule à me sentir salie par le spectacle de votre orgie d'impunité.

Il n'y a rien de surprenant à ce que l'académie des césars élise Roman Polanski meilleur réalisateur de l'année 2020. C'est grotesque, c'est insultant, c'est ignoble, mais ce n'est pas surprenant. Quand tu confies un budget de plus de 25 millions à un mec pour faire un téléfilm, le message est dans le budget. Si la lutte contre la montée de l'antisémitisme intéressait le cinéma français, ça se verrait. Par contre, la voix des opprimés qui prennent en charge le récit de leur calvaire, on a compris que ça vous soûlait. Alors quand vous avez entendu parler de cette subtile comparaison entre la problématique d'un cinéaste chahuté par une centaine de féministes devant trois salles de cinéma et Dreyfus, victime de l'antisémitisme français de la fin du siècle dernier, vous avez sauté sur l'occasion. Vingt-cinq millions pour ce parallèle. Superbe. On applaudit les investisseurs, puisque pour rassembler un tel budget il a fallu que tout le monde joue le jeu : Gaumont Distribution, les crédits d'impôts, France 2, France 3, OCS, Canal +, la RAI... la main à la poche, et généreux, pour une fois. Vous serrez les rangs, vous défendez l'un des vôtres. Les plus puissants entendent défendre leurs prérogatives : ça fait partie de votre élégance, le viol est même ce qui fonde votre style. La loi vous couvre, les tribunaux sont votre domaine, les médias vous appartiennent. Et c'est

exactement à cela que ça sert, la puissance de vos grosses fortunes : avoir le contrôle des corps déclarés subalternes. Les corps qui se taisent, qui ne racontent pas l'histoire de leur point de vue. Le temps est venu pour les plus riches de faire passer ce beau message : le respect qu'on leur doit s'étendra désormais jusqu'à leurs bites tachées du sang et de la merde des enfants qu'ils violent. Que ça soit à l'Assemblée nationale ou dans la culture - marre de se cacher, de simuler la gêne. Vous exigez le respect entier et constant. Ça vaut pour le viol, ça vaut pour les exactions de votre police, ça vaut pour les césars, ça vaut pour votre réforme des retraites. C'est votre politique : exiger le silence des victimes. Ça fait partie du territoire, et s'il faut nous transmettre le message par la terreur vous ne voyez pas où est le problème. Votre jouissance morbide, avant tout. Et vous ne tolérez autour de vous que les valets les plus dociles. Il n'y a rien de surprenant à ce que vous ayez couronné Polanski : c'est toujours l'argent qu'on célèbre, dans ces cérémonies, le cinéma on s'en fout. Le public on s'en fout. C'est votre propre puissance de frappe monétaire que vous venez aduler. C'est le gros budget que vous lui avez octroyé en signe de soutien que vous saluez - à travers lui c'est votre puissance qu'on doit respecter.

Il serait inutile et déplacé, dans un commentaire sur cette cérémonie, de séparer les corps de cis mecs aux corps de cis meufs. Je ne vois aucune différence de comportements. Il est entendu que les grands prix continuent d'être exclusivement le domaine des hommes, puisque le message de fond est : rien ne doit changer. Les choses sont très bien telles qu'elles sont. Quand Foresti se permet de quitter la fête et de se déclarer «*écœurée*», elle ne le fait pas en tant que meuf - elle le fait en tant qu'individu qui prend le risque de se mettre la profession à dos. Elle le fait en tant qu'individu qui n'est pas entièrement assujéti à l'industrie cinématographique, parce qu'elle sait que votre pouvoir n'ira pas jusqu'à vider ses salles. Elle est la seule à oser faire une blague sur l'éléphant au milieu de la pièce, tous les autres botteront en touche. Pas un mot sur Polanski, pas un mot sur Adèle Haenel. On dîne tous ensemble, dans ce milieu, on connaît les mots d'ordre : ça fait des mois que vous vous agacez de ce qu'une partie du public se fasse entendre et ça fait des mois que vous souffrez de ce qu'Adèle Haenel ait pris la parole pour raconter son histoire d'enfant actrice, de son point de vue.

Alors tous les corps assis ce soir-là dans la salle sont convoqués dans un seul but : vérifier le pouvoir absolu des puissants. Et les puissants aiment les violeurs. Enfin, ceux qui leur ressemblent, ceux qui sont puissants. On ne les aime pas malgré le viol et parce qu'ils ont du talent. On leur trouve du talent et du style parce qu'ils sont des violeurs. On les aime pour ça. Pour le courage qu'ils ont de réclamer la morbidité de leur plaisir, leur pulsion débile et systématique de destruction de l'autre, de destruction de tout ce qu'ils touchent en vérité. Votre plaisir réside dans la prédation, c'est votre seule compréhension du style. Vous savez très bien ce que vous faites quand vous défendez Polanski : vous exigez qu'on vous admire jusque dans votre délinquance. C'est cette exigence qui fait que lors de la cérémonie tous les corps sont soumis à une même loi du silence. On accuse le politiquement correct et les réseaux sociaux, comme si cette omerta datait d'hier et que c'était la faute des féministes mais ça fait des décennies que ça se goupille comme ça : pendant les cérémonies de cinéma français, on ne blague jamais avec la susceptibilité des patrons. Alors tout le monde se tait, tout le monde sourit. Si le violeur d'enfant c'était l'homme de ménage alors là pas de quartier : police, prison, déclarations tonitruantes, défense de la victime et condamnation générale. Mais si le violeur est un puissant : respect et solidarité. Ne jamais parler en public de ce qui se passe pendant les castings ni pendant les prépas ni sur les tournages ni pendant les promos. Ça se raconte, ça se sait. Tout le monde sait. C'est toujours la loi du silence qui prévaut. C'est au respect de cette consigne qu'on sélectionne les employés.

Et bien qu'on sache tout ça depuis des années, la vérité c'est qu'on est toujours surpris par l'outrecuidance du pouvoir. C'est ça qui est beau, finalement, c'est que ça marche à tous les coups, vos saletés. Ça reste humiliant de voir les participants se succéder au pupitre, que ce soit pour

annoncer ou pour recevoir un prix. On s'identifie forcément - pas seulement moi qui fais partie de ce sérail mais n'importe qui regardant la cérémonie, on s'identifie et on est humilié par procuration. Tant de silence, tant de soumission, tant d'empressement dans la servitude. On se reconnaît. On a envie de crever. Parce qu'à la fin de l'exercice, on sait qu'on est tous les employés de ce grand merdier. On est humilié par procuration quand on les regarde se taire alors qu'ils savent que si *Portrait de la jeune fille en feu* ne reçoit aucun des grands prix de la fin, c'est uniquement parce qu'Adèle Haenel a parlé et qu'il s'agit de bien faire comprendre aux victimes qui pourraient avoir envie de raconter leur histoire qu'elles feraient bien de réfléchir avant de rompre la loi du silence. Humilié par procuration que vous ayez osé convoquer deux réalisatrices qui n'ont jamais reçu et ne recevront probablement jamais le prix de la meilleure réalisation pour remettre le prix à Roman fucking Polanski. *Himself*. Dans nos gueules. Vous n'avez décidément honte de rien. Vingt-cinq millions, c'est-à-dire plus de quatorze fois le budget des *Misérables*, et le mec n'est même pas foutu de classer son film dans le box-office des cinq films les plus vus dans l'année. Et vous le récompensez. Et vous savez très bien ce que vous faites - que l'humiliation subie par toute une partie du public qui a très bien compris le message s'étendra jusqu'au prix d'après, celui des *Misérables*, quand vous convoquez sur la scène les corps les plus vulnérables de la salle, ceux dont on sait qu'ils risquent leur peau au moindre contrôle de police, et que si ça manque de meufs parmi eux, on voit bien que ça ne manque pas d'intelligence et on sait qu'ils savent à quel point le lien est direct entre l'impunité du violeur célébré ce soir-là et la situation du quartier où ils vivent. Les réalisatrices qui décernent le prix de votre impunité, les réalisateurs dont le prix est taché par votre ignominie - même combat. Les uns les autres savent qu'en tant qu'employés de l'industrie du cinéma, s'ils veulent bosser demain, ils doivent se taire. Même pas une blague, même pas une vanne. Ça, c'est le spectacle des césars. Et les hasards du calendrier font que le message vaut sur tous les tableaux : trois mois de grève pour protester contre une réforme des retraites dont on ne veut pas et que vous allez faire passer en force. C'est le même message venu des mêmes milieux adressé au même peuple : «Ta gueule, tu la fermes, ton consentement tu te le carres dans ton cul, et tu souris quand tu me croises parce que je suis puissant, parce que j'ai toute la thune, parce que c'est moi le boss.»

Alors quand Adèle Haenel s'est levée, c'était le sacrilège en marche. Une employée récidiviste, qui ne se force pas à sourire quand on l'éclabousse en public, qui ne se force pas à applaudir au spectacle de sa propre humiliation. Adèle se lève comme elle s'est déjà levée pour dire voilà comment je la vois votre histoire du réalisateur et son actrice adolescente, voilà comment je l'ai vécue, voilà comment je la porte, voilà comment ça me colle à la peau. Parce que vous pouvez nous la décliner sur tous les tons, votre imbécillité de séparation entre l'homme et l'artiste - toutes les victimes de viol d'artistes savent qu'il n'y a pas de division miraculeuse entre le corps violé et le corps créateur. On trimballe ce qu'on est et c'est tout. Venez m'expliquer comment je devrais m'y prendre pour laisser la fille violée devant la porte de mon bureau avant de me mettre à écrire, bande de bouffons.

Adèle se lève et elle se casse. Ce soir du 28 février on n'a pas appris grand-chose qu'on ignorait sur la belle industrie du cinéma français par contre on a appris comment ça se porte, la robe de soirée. A la guerrière. Comme on marche sur des talons hauts : comme si on allait démolir le bâtiment entier, comment on avance le dos droit et la nuque raidie de colère et les épaules ouvertes. La plus belle image en quarante-cinq ans de cérémonie - Adèle Haenel quand elle descend les escaliers pour sortir et qu'elle vous applaudit et désormais on sait comment ça marche, quelqu'un qui se casse et vous dit merde. Je donne 80% de ma bibliothèque féministe pour cette image-là. Cette leçon-là. Adèle je sais pas si je te *male gaze* ou si je te *female gaze* mais je te *love gaze* en boucle sur mon téléphone pour cette sortie-là. Ton corps, tes yeux, ton dos, ta voix, tes gestes tout disait : oui on est les connasses, on est les humiliées, oui on n'a qu'à fermer nos gueules et manger vos coups, vous

êtes les boss, vous avez le pouvoir et l'arrogance qui va avec mais on ne restera pas assis sans rien dire. Vous n'aurez pas notre respect. On se casse. Faites vos conneries entre vous. Célébrez-vous, humiliez-vous les uns les autres tuez, violez, exploitez, défoncez tout ce qui vous passe sous la main. On se lève et on se casse. C'est probablement une image annonciatrice des jours à venir. La différence ne se situe pas entre les hommes et les femmes, mais entre dominés et dominants, entre ceux qui entendent confisquer la narration et imposer leurs décisions et ceux qui vont se lever et se casser en gueulant. C'est la seule réponse possible à vos politiques. Quand ça ne va pas, quand ça va trop loin ; on se lève on se casse et on gueule et on vous insulte et même si on est ceux d'en bas, même si on le prend pleine face votre pouvoir de merde, on vous méprise on vous dégueule. Nous n'avons aucun respect pour votre mascarade de respectabilité. Votre monde est dégueulasse. Votre amour du plus fort est morbide. Votre puissance est une puissance sinistre. Vous êtes une bande d'imbéciles funestes. Le monde que vous avez créé pour régner dessus comme des minables est irrespirable. On se lève et on se casse. C'est terminé. On se lève. On se casse. On gueule. On vous emmerde.

## 10 - Polanski: Quand les César et le cinéma français manquent leur rendez-vous avec l'Histoire - Pauline Le Gall - cheekmagazine.fr

Après un petit sketch hommage à *Joker*, pas le film le plus "féministe friendly" de l'année on vous l'accorde, la cérémonie des César s'ouvre. Le malaise est palpable dans la salle tandis que Florence Foresti, toute de noir vêtue, lance une première vanne en annonçant la "dernière" cérémonie des César ouverte. Au vu de la suite, on ne peut vraiment pas souhaiter mieux.

Plantons le décor, les fondations instables de cette soirée. Le choc des 12 nominations pour le *J'accuse* de Roman Polanski, lui-même accusé par 12 femmes de viol, mais bénéficiant de la présomption d'innocence. La démission mi-février du conseil d'administration des César et de son président Alain Terzian. L'onde de choc que continue à provoquer la prise de parole politique et courageuse de l'actrice Adèle Haenel, qui a accusé en novembre dernier le réalisateur Christophe Ruggia d'attouchements et de harcèlement sexuel. L'absence de l'équipe de *J'accuse* et de Roman Polanski qui a décidé de ne pas se déplacer, dénonçant un "tribunal d'opinion autoproclamé". Et enfin deux regards qui s'affrontent, immortalisés par la Une de *Libération*: celui du film profondément féministe de Céline Sciamma et de son actrice Adèle Haenel (*Portrait de la jeune fille en feu*) et celui de Roman Polanski.

*Défense de l'humour oppressif*: Les plus naïves d'entre nous s'attendaient donc à une cérémonie explosive, comme l'annonçait d'ailleurs la plupart des titres de presse ce vendredi matin. Pourtant, toute la cérémonie a montré l'incompréhension totale du cinéma français face aux enjeux que ces différentes affaires agitent. Presque sadique dans ces conditions de multiplier les plans sur le visage d'Adèle Haenel.

Le discours introductif a ainsi soufflé le chaud et le froid, entre piques légères contre les pédocriminels et le sexisme du milieu et blagues lourdes qui semblaient se lamenter que, décidément, "on ne peut plus rien dire". Voilà donc le mot d'ordre de la soirée, exprimé clairement dès l'introduction. Les féministes, les antiracistes, les militant·e·s ont brimé la parole. Si on ne peut pas rire des minorités, des migrant·e·s, des féministes, des pauvres, des handicapés (sic), des "transsexuelles" (sic), alors de qui va-t-on rire? Le mot est lancé, ces César devront donc être ainsi: consensuels. Puisque les "bienpensant·e·s" l'ont voulu ainsi.

Beaucoup des blagues de la soirée tourneront donc autour de ce thème. De la prise de parole de Mathieu Kassovitz, qui reprend une mauvaise variation du fameux "droit d'importuner" en espérant fort que nous pourrions "continuer à séduire" les actrices, comme si c'était le problème, à des blagues indignes sur le physique d'Harvey Weinstein (on préférerait qu'on se moque du fond du problème), tout semblait nous crier que l'humour oppressif était la solution à tous nos problèmes.

Même Sandrine Kiberlain, dans son discours introductif, s'est interrogée sur l'usage de l'expression "casse-tête chinois". Un peu plus tard, Florence Foresti s'est amusée du fait que la représentation au cinéma est importante mais qu'il faudrait aussi penser à voir plus de chats et moins de chiens. Cela en dit long de la compréhension des César sur les problématiques qui agitent le cinéma français. Apparemment les tribunes, les articles, les prises de parole sur l'importance de la représentation n'ont eu aucun écho.

Le retournement de situation improbable, qui transforme une dénonciation nécessaire des violences sexuelles et du racisme du cinéma français (la tribune #BlackCesars relayée par *le Parisien* dénonce le manque de diversité du milieu) en un appel à une parole "consensuelle" et "politiquement correcte" est le symbole même des œillères que portent le cinéma français. Alors que l'on moquait la tiédeur des Américains aux Oscars, de Natalie Portman accusée d'être hypocrite avec sa cape floquée de noms de réalisatrices à Joaquin Phoenix qui prend parole pour la cause des animaux, force est de constater que de ce côté de l'Atlantique nous préférons, comme souvent, viser totalement à côté.

*L'impossibilité d'une parole politique ?* : Que des blagues maladroites ou malvenues nourrissent notre ulcère, pourquoi pas. Mais le vrai problème de la soirée a été l'impossibilité d'une parole politique. Annoncé illico par Sandrine Kiberlain, qui a à la fois salué la prise de parole des femmes et les messages des films nommés tout en expliquant qu'il fallait s'intéresser avant tout à "fêter le cinéma", à ne parler "que de cinéma". Le cinéma existerait-il donc dans une bulle ? Ironique dans une cérémonie qui a, malgré tout, récompensé des films très politiques: *Papicha* de Mounia Meddour ou *Les Misérables* de Ladj Ly.

Les discours des gagnant·e·s qui donnent souvent lieu à des prises de position, ont été remplacés cette année par d'interminables sketches pour introduire les prix. Heureusement qu'Aïssa Maïga, qui a notamment coordonné l'essai collectif *Noire n'est pas mon métier* (éditions du Seuil) s'est lancée dans un discours volontairement cinglant et grinçant sur le manque de diversité dans cette "grande famille" du cinéma français. "On est une famille, on se dit tout". Là encore, aucune réaction autre que le silence, si ce n'est sur Twitter où l'on reproche à l'actrice d'avoir instauré "un malaise", de ne pas s'être exprimée correctement. Les César ne se doivent-ils pas de dépasser le divertissement pour exprimer, aussi, des vérités que les professionnel·les du métier ne veulent pas entendre?

Comble de l'ironie, la prise de parole de Swann Arlaud, qui a rendu hommage aux victimes de pédocriminalité en recevant son César pour *Grâce à Dieu* de François Ozon a lui-même été coupé par la musique lui annonçant que son temps de parole était écoulé. Au cœur d'une année où cette parole était plus que nécessaire. L'humour politique a lui-même clairement manqué, comme nous le disions plus haut. D'ailleurs, la plupart des blagues concernant Roman Polanski se limitaient à se moquer de sa taille ou à lui donner des surnoms ridicules. On a connu plus pertinent.

*Sciamma repart bredouille et Polanski est récompensé* : Cette année, la journaliste Iris Brey a sorti un très bel essai, *Le regard féminin*, dans lequel elle analyse notamment l'importance du film de Céline Sciamma dans sa manière de proposer un female gaze enthousiasmant. Une vision clairement rejetée hier soir par l'académie. Pire, reniée, puisqu'au duel qui s'annonçait entre *J'accuse* et *Portrait de la jeune fille en feu*, Polanski a gagné. Lorsque l'annonce a été faite, par Claire Denis et Emmanuelle Bercot, que Polanski remportait la statuette du meilleur réalisateur (pour la cinquième fois), Adèle Haenel a quitté la salle, suivie de près par Céline Sciamma. Alors qu'elle traversait la salle Pleyel, on a lu sur ses lèvres qu'elle disait "c'est la honte", submergée par la colère. Florence Foresti n'est elle-même pas revenue sur scène alors que le film de Ladj Ly était couronné du titre de meilleur film. Elle a ensuite posté en story Instagram le mot "écœurée" sans autre commentaire. Faut-il voir cette défaite de Céline Sciamma au profit de Roman Polanski comme un "crachat à la gueule" comme l'exprimaient de nombreuses féministes et cinéphiles sur les réseaux sociaux?

L'impression de ce fossé qui se creuse était plus que jamais prégnante. Entre celles qui ont reconnu dans *Portrait de la jeune fille en feu* l'expression de leur légitimité artistique et ceux et celles qui ont couronné *J'accuse*. Entre celles et ceux qui entendaient leur voix à travers celle d'Aïssa Maïga et les autres, qui n'y voyaient qu'un "malaise" évitable. Entre le cinéma français d'hier, et celui de demain. Vivement le futur.

## **11 - Prostitution : Zéromacho à propos de l'émission « Les pieds sur terre » sur France Culture**

*Lettre ouverte de Zéromacho à Sonia Kronlund, productrice de l'émission « Les Pieds sur terre » sur France-Culture ; Copie à Sandrine Treiner, directrice de France-Culture ; à Sibyle Veil, PDG de Radio-France et à la médiatrice de Radio-France*

Le 3 février 2020, a été diffusée sur France-Culture une émission des « Pieds sur terre » au sujet du Vénusia, un bordel de Genève. Une émission de plus dans cette série documentaire où la prostitution est systématiquement présentée comme un métier banal, et brandie en exemple d'une légalisation qui, chez nos voisins suisses ou allemands, a surtout profité aux proxénètes, promus au rang d'hommes d'affaires, et aux «clients» invités à se défouler en profitant de «forfaits tout compris» et de *happy hour*».

Nous nous étonnons que soient diffusées sans aucune mise en garde, sur une chaîne publique, de telles apologies de la prostitution. Ignorez-vous que les hommes payant, en Suisse ou en Allemagne, pour accéder au sexe de femmes mises à leur disposition, risquent une amende en France ? N'avez-vous donc aucune conscience de la double domination, à la fois capitaliste et machiste, qui s'exerce dans les bordels ? Celle de l'argent et celle de ces hommes, les prostitueurs, auxquels on reconnaît le «droit» d'imposer un acte sexuel à une femme recrutée parmi les plus vulnérables, le plus souvent arrachée à son pays, à sa famille, par la misère et la précarité.

Subir des pénétrations à répétition, endurer les insultes, les humiliations, les agressions (toutes les enquêtes montrent que les «clients» sont les premiers auteurs des violences exercées contre les personnes prostituées), est-ce un travail ? Un travail comme un autre ? Si c'est un métier, allez-vous le proposer aux jeunes, filles et garçons, pour un stage ? Aux personnes au chômage ? A l'heure du mouvement #metoo, de la dénonciation par les femmes du harcèlement et des violences masculines, pensez-vous que le «consentement» arraché au moyen d'un billet est l'expression du désir et du plaisir de ces femmes ?

En France, des années de débats et de réflexions ont permis de qualifier enfin la prostitution comme une violence contre les femmes. Depuis 2016, les personnes prostituées sont considérées comme des victimes à accompagner pour les aider à s'en sortir. Déjà 4 000 prostitueurs ont payé une amende ou assisté à un stage de sensibilisation, au même titre que les auteurs de violences conjugales. Vous ne pouvez pas l'ignorer.

Que des personnes enfermées dans cette voie sans issue qu'est la prostitution n'aient d'autre ressource que de la défendre ne devrait pas vous empêcher, en tant que journaliste, de prendre du recul. Comment pouvez-vous ignorer la parole des « survivantes » qui dénoncent de plus en plus, et dans le monde entier, les violences, les viols, le dégoût qu'elles ont subis dans ce ghetto dont elles ont eu tant de mal à s'extraire ? Survivantes qu'on n'entend jamais dans votre émission, et dont la parole est pourtant inséparable de la dénonciation de la domination sexuelle masculine.

Les émissions des « Pieds sur terre » ou le tapis rouge déroulé à Emma Becker sur France-Culture donnent de la prostitution une image branchée et « moderne », très loin de la réalité vécue.

*La prostitution n'est pas un métier : c'est une violence :* Nous, membres de Zéromacho, réseau international d'hommes engagés contre le système prostitueur et pour l'égalité femmes-hommes, vous demandons d'adopter, au minimum, un regard plus critique sur une situation qui détruit des milliers de femmes et d'enfants chaque jour dans le monde.

Nous avons reçu ces réponses, qui ne nous convainquent guère :

de Sonia Kronlund, productrice des « Pieds sur terre » : « Nous avons pour habitude aux Pieds sur terre de donner la parole à des personnes de la société civile qu'on entend peu, venues de toutes sortes de milieux sociaux et exerçant des activités tout aussi diverses. Notre émission existe depuis 18 ans et a diffusé plus de 6000 reportages. Parmi eux, certains ont en effet donné la parole aux travailleuses et travailleurs du sexe. Il est vrai qu'ils et elles y ont souvent exprimé leur libre choix d'une activité qui n'est pas illégale en France. Mais nous avons également consacré une émission à une esclave sexuelle, victime d'un trafic d'êtres humains, organisé par des réseaux mafieux, (Miranda, prostituée albanaise) ou encore rencontré plusieurs travailleuse du sexe chinoises qui n'exercent pas leur travail de gaieté de cœur, et ont parlé de la dureté de leur condition (Les filles de Belleville). La plupart du temps, les personnes que nous interviewons s'expriment sans commentaire : nous ne les jugeons pas, ni ne nous permettons de dire ou penser à leur place ce qu'il serait bon ou mauvais pour elle (à condition que leur activité ne soit pas susceptible de nuire à autrui ou réprouvée par la loi - et encore avons-nous diffusé des personnes racistes, des braqueurs, des trafiquants de drogue, laissant les auditrices et auditeurs se faire leur propre opinion). Nous essayons de nous garder de toute forme de paternalisme ou condamnation morale. Il arrive cependant que les témoignages que nous proposons soient accompagnés d'éléments factuels ou de contexte pour mieux comprendre dans quels cadres les personnes s'expriment. Le reportage sur le Venusia ne dérogeait pas à ces principes auxquels nous nous tenons et qui nous valent longévité et reconnaissance. Vous aurez noté d'ailleurs que j'ai pris, dans mon introduction, des précautions explicites en citant plusieurs livres qui décrivent le travail du sexe dans les «salons» avec des points de vue nuancés voire très critique (voir le livre de Sophie Bouillon, Elles : les prostituées et nous.) Et j'ai encore mis en garde les auditeurs : «oreille sensibles et mineures s'abstenir».

En Suisse, où la prostitution est légale et encadrée, notre journaliste a rencontré plusieurs femmes qui ont témoigné librement de ce qu'elles vivent et évoqué les difficultés de leur quotidien et de leur condition - dettes, précarité, etc. Dans le respect du principe du contradictoire, elle a sollicité et diffusé le point de vue de trois sources différentes (une travailleuse, une association et un syndicat) qui évoquent avec nuance les limites de la légalisation suisse et en pointent les potentielles dérives, dérives également contextualisées dans l'introduction de l'émission. Il est enfin précisé dans le reportage que la maison close où a eu lieu le tournage a été condamnée par la justice. Autant d'éléments qui permettront aux auditrices et auditeurs de se faire leur propre opinion sur le sujet, et qui ne constituent en aucun cas une apologie de la prostitution. »

de Sandrine Treiner, directrice de France-Culture. : « Sonia Kronlund, productrice des Pieds sur terre, vous a répondu sur le détail de la démarche de l'émission incriminée. Il va de soi que nous sommes engagés, sur France Culture, pour le respect et la dignité de la personne humaine, sans compter notre mobilisation en faveur de l'ensemble des valeurs qui nous guident au jour le jour parmi lesquelles la question, centrale, des droits des femmes. Je crois que vous savez mon engagement et mes publications de longue date sur le sujet. De ce point de vue, nos vigilances se rejoignent. Néanmoins je profite de cet échange pour vous exprimer mon désaccord sur la manière dont vous liez un reportage et un roman - en l'occurrence celui d'Emma Becker, élu prix du roman des étudiants 2019 par un jury de plus de mille étudiantes et étudiants. La Maison est une œuvre littéraire. A ce titre, si elle s'empare de faits réels, c'est pour les emmener ailleurs, transformés par un imaginaire et un travail artistique. Un roman n'est pas un essai, ni un manifeste, ni un document. Le réduire à une prise de position est une erreur sur le fond à double titre: du point de vue des idées que vous lui prêtez, du point de vue de ce que peut la littérature. »

Pour nous, qualifier des personnes dans la prostitution de «travailleuses du sexe» est déjà une prise de position. C'est considérer un acte sexuel comme un travail, ce qu'il n'est en aucun cas,

puisque, dans ces conditions, il s'agit d'une violence, que l'argent ne peut effacer. Si le mot «apologie» est peut-être excessif, du moins est-ce une banalisation de la prostitution que nous constatons sur cette chaîne publique. Nous maintenons donc notre opposition à cette banalisation d'une pratique condamnée par la loi française de 2016.

*Vous aussi, écrivez à : [sonia.kronlund@radiofrance.com](mailto:sonia.kronlund@radiofrance.com) ; [sandrine.treiner@radiofrance.com](mailto:sandrine.treiner@radiofrance.com) ; [sibyle.veil@radiofrance.com](mailto:sibyle.veil@radiofrance.com) ; sur le site à <https://mediateur.radiofrance.fr/messages/>*

**12 - Adèle Haenel : « La France a complètement raté le coche » de #MeToo** - Elian Peltier - [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com)

En novembre dernier, Adèle Haenel affirmait avoir été victime, dans son adolescence, de harcèlement sexuel et d'attouchements de la part d'un réalisateur. Âgée de 31 ans, elle est la première actrice de renom à s'être exprimée publiquement sur les violences sexuelles dans le milieu du cinéma français. Le mouvement #MeToo était déjà lancé depuis deux ans, et l'histoire d'Adèle Haenel a alimenté d'intenses débats au sein des familles et entre collègues de bureau. Pour Brigitte Macron, Adèle Haenel mérite un «immense respect».

À l'occasion d'un récent entretien avec le New York Times - la première accordée par Adèle Haenel depuis ses accusations portées dans Mediapart en novembre - l'actrice a lancé un appel pressant au Président Emmanuel Macron, l'exhortant à intensifier la lutte contre les violences faites aux femmes. « La justice doit s'amender pour mieux traiter les femmes victimes de violence sexuelle. À tous les niveaux », nous a-t-elle confié.

Christophe Ruggia, le réalisateur qu'Adèle Haenel accuse de harcèlement sexuel et d'attouchements - dont elle affirme qu'ils ont commencé lorsqu'elle avait 12 ans - a fait savoir par ses avocats qu'il réfutait les accusations. Il a été mis en examen pour agression sexuelle sur mineure de moins de 15 ans en janvier et une enquête a été ouverte.

Si Adèle Haenel a choisi de se faire discrète depuis ses accusations, d'autres témoignages se sont fait entendre, dont celui de la photographe Valentine Monnier, qui dit avoir été violée en 1975 par le réalisateur Roman Polanski à l'âge de 18 ans (ce dernier a nié les faits, bien qu'il ait précédemment plaidé coupable de rapports sexuels illégaux avec une adolescente de 13 ans aux États-Unis). À la suite d'Adèle Haenel, d'autres femmes ont pris la parole pour dénoncer les violences sexuelles dans les milieux littéraire ou sportif. À quelques semaines de la sortie américaine de son dernier film, «Portrait de la jeune fille en feu», Adèle Haenel nous a accordé une interview à Paris suivie d'un entretien téléphonique. Les propos recueillis ont été édités et condensés.

*Vous avez partagé votre histoire il y a trois mois et ne vous êtes pas exprimée publiquement depuis. Comment votre témoignage a-t-il été reçu ?* : Mon histoire a été comme un précipité en chimie, c'était le gramme de plus où on voit le précipité apparaître. Elle a «pris» parce que la société française avait fait ce travail de réflexion autour de #MeToo.

Je fais partie du milieu du cinéma, mais aujourd'hui je veux rencontrer des femmes d'autres milieux, dans la recherche, dans le monde associatif. J'ai reçu énormément de lettres manuscrites, de messages, de mails, majoritairement de femmes, mais aussi de garçons, victimes ou non, qui avaient été touchés par le témoignage, et qui m'ont fait réaliser le manque de récits médiatiques de victimes de violences sexuelles en France.

*Quel a été selon vous l'impact de #MeToo en France ?* : Il y a un paradoxe #MeToo en France : c'est l'un des pays où le mouvement a été le plus suivi, du point de vue des réseaux sociaux, mais d'un point de vue politique et médiatique, la France a complètement raté le coche.

Beaucoup d'artistes ont confondu, ou voulu confondre le jeu sexuel et l'agression. Le débat s'est positionné sur la question de la liberté d'importuner, et sur le prétendu puritanisme des féministes. Alors qu'une agression sexuelle est une agression, pas une pratique libertine.



Mais dans les discussions, #MeToo s'est imprimé dans les esprits. La France bouillonne de ces questions.

*Comment #MeToo vous a-t-il aidé dans votre démarche ?* : #MeToo m'a aidé à réaliser que mon histoire n'était pas juste personnelle, que c'était une histoire de femmes, d'enfants, qu'on porte toutes. Mais je ne me sentais pas prête à la partager au moment où #MeToo a émergé. J'ai mis du temps à faire le parcours personnel qui m'a permis de me placer comme victime. Je crois que je n'ai pas été plus vite que la société française.

*Certaines personnalités politiques ont regretté que vous vous soyez initialement exprimée dans les médias plutôt que de porter plainte. Pourquoi ce choix ?* : Parce qu'on a un système judiciaire qui ne fait pas des violences faites aux femmes sa priorité. Des personnalités politiques ont exprimé leur surprise, mais savent-ils ce que c'est, aujourd'hui, pour une femme, de se retrouver dans le système judiciaire en France ? Est-ce qu'on prend en compte les grandes difficultés qui jalonnent le parcours d'une femme victime de violences sexuelles ?

Mon dossier est maintenant traité de manière idéale, avec des gendarmes et des policiers attentifs et bienveillants. Je souhaite ce traitement à toutes les victimes.

*Quel regard portez-vous sur la façon dont ces dossiers sont habituellement traités en France ?* : La loi française définit le viol comme un acte sexuel commis au moyen de violence, de surprise, ou de contrainte: elle est centrée sur la technique employée par l'agresseur, pas l'absence de consentement de la victime. Or, si une victime est sidérée pendant l'agression, comment fait-on pour obtenir justice ?

On doit aussi croire toutes les femmes qui parlent. Dès qu'une femme a moins de pouvoir qu'un homme, on la soupçonne de vouloir se venger. On n'a rien à gagner à se dire victime et les conséquences sur la vie privée sont très négatives.

*Emmanuel Macron a évoqué une société française « malade du sexisme » et s'est engagé à combattre les violences faites aux femmes et de faire de l'égalité hommes-femmes la « grande cause du quinquennat ».* *Quel est votre avis sur l'action du gouvernement à cet égard ?* : Il n'y a pas assez de moyens alloués pour changer la situation, et on a dans le gouvernement actuel un représentant qui a été accusé par différentes femmes d'agressions sexuelles et d'abus de faiblesse.

La lenteur de la réactivité du gouvernement face au phénomène #MeToo laisse penser que les pouvoirs publics tolèrent une marge de violence sur les femmes. Cela reste dans une certaine mesure encore accepté.

*Dans le milieu du cinéma, il est beaucoup question en ce moment du cas Roman Polanski, nommé aux César pour son film « J'accuse ».* *Qu'en pensez-vous ?* : Distinguer Polanski, c'est cracher au visage de toutes les victimes. Ça veut dire, « ce n'est pas si grave de violer des femmes ». À la sortie de « J'accuse », on a entendu crier à la censure alors qu'il ne s'agit pas censurer mais de choisir qui on veut regarder. Et les hommes riches, blancs, rassurez-vous : vous possédez tous les moyens de communication. Non, la vraie censure dans le cinéma français, c'est l'invisibilisation. Où sont les gens racisés dans le cinéma ? Les réalisateurs racisés ? Il y a des exceptions, comme Ladj Ly, dont le film rencontre un immense succès, ou Mati Diop, mais ça n'illustre pas du tout la réalité du milieu du cinéma. Cela reste minoritaire. Pour l'instant, on a majoritairement des récits classiques, fondés sur une vision androcentrée, blanche, hétérosexuelle.

*« Portrait de la jeune fille en feu » offre une vision assez différente de l'amour et des relations humaines.* : On n'applique pas un programme pré-écrit, qui est « tomber amoureux sans comprendre pourquoi on tombe amoureux », qui inclut une situation de domination, un rapport de pouvoir inégal qui sont considérés comme moteurs de l'érotisme. Le film s'affranchit de cela. On propose quelque chose qui, politiquement, artistiquement, nous asservit moins. C'est une nouvelle version du désir, un entremêlement entre l'excitation intellectuelle, charnelle, inventive.

*Quels sont vos projets désormais, et sont-ils affectés par l'impact de votre histoire ?* : Il est trop tôt pour le dire, mais peu importe si cela nuit à ma carrière. Je crois que j'ai fait quelque chose de bien pour le monde et pour mon intégrité. Je vais faire du théâtre à la fin de l'année, mais je ne sais pas encore comment cela impactera la façon qu'auront les gens de me voir. Je fais tout à pied à Paris, je ne vis pas dans une bulle : parfois les gens me remercient pour mon témoignage quand ils me voient dans la rue. Quand les gens disent merci, ça me touche puisque le but, c'était d'aider. Ça me rend fière et joyeuse.

### **13 - Assistants sexuels : « Comment faire diversion : la stratégie politique du cul » - elisarojas**

Usant, fatigant, ce énième retour de l'assistance sexuelle sur le devant de la scène et de constater encore qu'il n'y a que deux sujets qui passionnent et excitent les personnes valides nous concernant : 1) Nous aider à mourir. 2) Nous aider à b\*\*\*\*\*

La mort, le sexe. Le sexe, la mort. Ou un peu sexe encore ? Ce sujet si délicieusement tabou [1]. C'est vrai que ça vous empêche de dormir de nous imaginer mourant de faim... sexuellement.

Vous nous excluez volontairement de votre imaginaire et par voie de conséquence de votre réalité amoureuse, affective et sexuelle. Vous ne nous laissez aucune place nul part et vous vous étonnez du résultat ?

Vous vous croyez supérieurs alors qu'à bien y regarder vos vies affectives et sexuelles ne sont pas des modèles et vous osez la ramener ? Vous n'avez rien d'autre à proposer que la charité plus ou moins gratuite du cul pour ne pas vous remettre en question et ne pas avoir à faire face à votre propre lâcheté ?

Faut-il être puant, faut-il être de mauvaise foi, faut-il être suffisant pour voir dans l'assistance sexuelle une quelconque solution. Vous m'écœurez. Occupez-vous de vos... affaires (ça nous fera des vacances) et commencez par faire votre propre petite introspection dans le domaine, ça pourra peut-être nous être utile un jour...

Tout ceci est d'autant plus pitoyable que pendant que vous faites une fixette sur nos problèmes sexuels au lieu de résoudre les vôtres (qui sont pourtant coton, le gouvernement ment éhontément, s'assoit sur les recommandations de l'ONU, blesse ou intimide des manifestants handicapés et détruit le peu de droits que nous avons. Pas besoin d'être Hercule Poirot pour comprendre qu'il a opportunément choisi de remettre le sujet sur le tapis pour créer l'écran de fumé dont qu'il lui fallait pour ne surtout pas parler de la politique menée. Le but est atteint.

Les personnes handicapées vivent sous le seuil de pauvreté. Les personnes handicapées n'ont pas de quoi subvenir à leurs besoins les plus élémentaires : se loger correctement, manger correctement, se soigner correctement. Nombreuses sont celles qui n'ont pas de logement autonome ou vivent dans des lieux fermés ou peine à sortir de chez elles.

Elles ne peuvent pas accéder aux lieux publics, aux administrations, aux écoles, aux tribunaux, aux cabinets médicaux, aux commerces situés à proximité, aux cafés, aux bars, aux restaurants, aux cinémas, aux théâtres, aux clubs de sport ou de danse et à une grande partie des lieux de loisirs et de socialisation. Elles n'ont pas assez d'heures d'aide humaine dans leur quotidien pour s'habiller, prendre leur douche, se déplacer. Elles n'ont pas assez de soutien financier pour acquérir les meilleurs outils techniques qui pourraient leur faciliter la vie.

Elles ne trouvent pas de travail ou sont exploitées jusqu'à la corde ou freinées dans leurs carrières. Elles galèrent pour tenir à l'école ordinaire et accéder aux études supérieures.

Elles sont infantilisées, méprisées, insultées, fliquées par tout le monde et en premier lieu par les services et administrations qui sont supposés les aider.

Elles sont suspectées constamment de ne pas être capables de connaître leurs besoins et de faire mauvais usage des aides et des prestations qu'on leur concède.

Elles subissent des discriminations réelles dans tous les domaines... MAIS ! *Hold on!* Madame Le Quesnoy - pardon Sophie Cluzel - déclare dans le JDD la veille de la Conférence Nationale du handicap s'inquiéter pour notre vie sexuelle et tous les journalistes se jettent sur l'assistance sexuelle. Tout le reste, ce qui nous empêche vraiment de vivre, passe à la trappe. Cynique, hypocrite, ignoble, lamentable, indécent mais bien joué... bien joué

#### **14 - Une enquête met en lumière la négation du consentement sexuel des jeunes femmes - lemonde.fr**

Neuf femmes sur dix disent avoir fait l'expérience d'une pression pour avoir un rapport sexuel, selon un appel à témoignages du collectif féministe #NousToutes. C'est le bilan d'un appel à témoignages lancé le mois dernier par le collectif féministe #NousToutes publié, mardi 10 février, par le Parisien et franceinfo : neuf femmes sur dix y disent avoir fait l'expérience d'une pression pour avoir un rapport sexuel. Et dans 88 % des cas, c'est arrivé plusieurs fois.

Sans avoir la représentativité d'un sondage, le questionnaire, disponible en ligne du 7 au 17 février, a été rempli par plus de 100 000 personnes, dont 96 600 femmes âgées de 15 à 75 ans. Dans cet échantillon très jeune, - 75 % des répondantes ont moins de 35 ans, 42 % ont moins de 25 ans - la question du consentement sexuel apparaît loin d'être résolue.

Ainsi, 89,3 % des répondantes disent avoir déjà subi une pression de la part d'un partenaire pour avoir un rapport sexuel, une proportion quasiment identique selon les tranches d'âge, mais légèrement plus élevée après 25 ans. Parmi les femmes ayant fait l'expérience de pressions, 83,2 % déclarent que c'est arrivé « plusieurs fois, la plupart du temps ou à chaque fois ».

*Premier rapport non consenti et désiré pour 16 % de répondantes :* Plus d'un tiers des femmes interrogées (36,2 %) affirment qu'un partenaire a réalisé sur elles un acte sexuel hors pénétration sans leur accord, alors qu'elles étaient éveillées. Un quart des répondantes disent « oui » à la question : « Un partenaire vous a-t-il déjà pénétrée sans votre accord préalable alors que vous étiez éveillée ? » Quinze pour cent des femmes disent avoir subi une pénétration pendant leur sommeil, sans avoir donné leur accord.

Par ailleurs, pour une femme sur six, l'entrée dans la sexualité se fait par un rapport non consenti et désiré, et dans 36 % de ces cas, ce rapport a eu lieu avant 15 ans. L'enquête montre que les femmes qui commencent leur vie sexuelle par un tel rapport où le consentement fait défaut sont plus souvent confrontées à des violences dans leur vie sexuelle (violences verbales, rapport non protégé imposé).

Près de la moitié des femmes ayant participé à l'enquête (49,1 %) ont entendu des remarques dévalorisantes sur le fait qu'elles n'avaient pas envie d'avoir des rapports sexuels («frigide», «coincée», «pas normale», «chiant»).

En matière d'«autocontrainte», 69,9 % des répondantes disent avoir eu des rapports sexuels sans pression de leur partenaire, sans en avoir eu envie, notamment «pour lui faire plaisir» ou parce qu'elles pensaient « que le problème venait d'(elles) ».

*Le consentement, « condition nécessaire pour en finir avec la culture du viol » :* En conclusion de cette enquête, relayée sur les réseaux sociaux par le hashtag #JaiPasDitOui, le collectif « demande à ce que la question du consentement devienne un sujet politique ». « Il est à la fois un enjeu d'égalité, de santé publique et une condition nécessaire pour en finir avec la culture du viol comme avec les violences sexistes et sexuelles. », peut-on lire dans le dossier tiré des résultats.

Le collectif féministe, auquel appartient notamment la militante Caroline de Haas, demande au gouvernement de « lancer une enquête représentative et massive sur cette thématique », de créer « un module obligatoire dans la scolarité sur la question de l'égalité et sur la prévention des violences sexistes et sexuelles », et de fixer un seuil d'âge de non-consentement pour les enfants.

La création d'un tel seuil avait été largement débattue en 2018, lors des débats de la loi contre les violences sexistes et sexuelles, dite « loi Schiappa », qui avait allongé les délais de prescription pour les viols mais dont la notion d'âge minimal de consentement avait été finalement retirée par le gouvernement. Elle est toutefois de retour cette année dans une proposition de loi de la députée Les Républicains Valérie Boyer, à l'agenda parlementaire encore incertain.

## **15 - Cinq minutes pour comprendre pourquoi le mot féminicide ne devrait pas intégrer le Code pénal - leparisien.fr - Ronan Tésorière**

Le 25 février 2020 à 15h44, modifié le 25 février 2020 à 16h55

149 féminicides ont été commis sur le territoire français au cours de l'année 2019 selon le collectif « féminicides par compagnon ou ex ». Le terme a, au cours de l'année passée, quitté la seule rubrique des faits divers pour être observé comme un véritable problème de société. Une « prise de conscience » d'abord médiatique, dont se sont ensuite emparés les politiques par le biais du Grenelle sur les violences conjugales et plus récemment encore via un rapport parlementaire « sur la reconnaissance du terme féminicide ».

En préambule, il y a d'abord une polémique sur définition de ce terme. Apparue aux États-Unis en 1992, le mot féminicide désigne le « meurtre d'une femme, d'une fille en raison de son sexe ». Mais il est de plus en plus employé pour désigner les meurtres de femmes par leurs conjoints ou ex.

Plus largement, il fait surtout débat entre les associations féministes qui demandent sa reconnaissance pénale et certains juristes qui l'estiment inutile. Les premières jugent pourtant qu'il permet de mieux prendre en compte le fait qu'il y a beaucoup plus de meurtres de femmes par leurs conjoints ou ex-conjoints masculins que l'inverse (plus de quatre fois plus en France), illustrant ainsi la « culture de domination masculine » qui persiste dans de nombreux pays.

*Pas d'inscription au Code pénal :* Pour clore ce débat, la semaine dernière, la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée Nationale a rendu ses conclusions dans son rapport : l'emploi du mot féminicide doit être encouragé dans la vie courante, dans les médias et au sein de l'administration pour souligner la spécificité de ces violences contre les femmes, mais sans pour autant être inscrit au Code pénal. Un constat à l'encontre du bruit médiatique que la rapporteuse assume après une vaste consultation. « À l'issue de mon rapport, c'est devenu une évidence, alors que cela ne l'était pas », explique au Parisien la députée du Val-d'Oise Fiona Lazaar.

« *On a ce qu'il faut dans l'arsenal législatif* » : Les raisons de ce choix sont multiples et répondent surtout aux inquiétudes des magistrats et des acteurs de la Justice. « Introduire le mot féminicide aurait pu renforcer symboliquement les choses mais il y avait des craintes », éclaircit encore la rapporteuse.

« La première raison, c'est que via les circonstances aggravantes, on a déjà des peines qui peuvent aller jusqu'à la perpétuité dans le Code pénal, détaille la parlementaire. On a ce qu'il faut dans l'arsenal législatif ». En effet, le droit pénal en vigueur sanctionne déjà plus lourdement les féminicides, même s'ils n'y sont pas nommés ainsi. Au fil des années, les circonstances aggravantes ont été progressivement étendues et punissent sévèrement les meurtres de femmes quand ils sont motivés par des logiques sexistes.

*Risque d'inconstitutionnalité :* L'autre point qui a motivé cette conclusion : le risque d'acquiescement de l'auteur en cas « d'autonomisation du féminicide ». Fiona Lazaar explique : « Si vous n'êtes pas capables de prouver la circonstance aggravante, elle ne s'applique pas actuellement, mais l'auteur peut toujours être condamné pour homicide. » Mais, dans l'hypothèse où « l'on n'arrive pas à caractériser le féminicide, l'infraction tomberait, poursuit l'élue. Potentiellement, la personne pourrait être acquittée alors qu'elle aurait commis innommable ». En clair, cela amènerait à moins bien protéger les femmes victimes.

Enfin dernier argument en défaveur du mot féminicide dans l'armada juridique, « cela pourrait favoriser l'introduction d'un biais contraire à l'universalisme du droit et une inconstitutionnalité. Ce sont des principes fondamentaux de notre République auxquels il ne faut pas toucher », observe encore Fiona Lazaar. L'introduction de ce terme dans le code pénal sous-entendrait en effet qu'il serait plus grave de tuer une femme qu'un homme.

« *Appliquer les lois* » existantes : Pour Caroline De Haas, du collectif Nous Toutes, ce rapport ne change rien au problème de fond. « Je ne comprends pas que les députés ne passent pas plus de temps à interpeller le gouvernement plutôt que faire des rapports », ironise la militante féministe.

« Cela aurait pu être un outil juridique parmi d'autres. Mais il n'y a pas forcément besoin de refaire des lois, on a surtout besoin qu'elles soient appliquées », analyse encore la formatrice sur les violences faites aux femmes. « Prenons les ordonnances de protection par exemple, elle n'est quasi jamais demandée en France, car les juges ne les délivrent pas. L'an dernier il y en a eu 23 000 en Espagne, dans l'Hexagone seulement 1300 », critique-t-elle. « Il faut avant tout mettre en place une politique ambitieuse de prévention des violences. Le budget alloué en 2020 est quasi le même que 2019, l'augmentation d'à peine 5 % est trop faible », martèle aussi Caroline De Haas.

*Institutionnaliser le « féminicide »* : En conclusion de son rapport, Fiona Lazaar recommande enfin de « sanctuariser le mot féminicide : un seul dictionnaire l'a intégré, pourquoi l'Académie ne le reconnaît pas ? Il faut l'institutionnaliser. Aller plus loin, propose une résolution pour son utilisation dans toutes les sphères. C'est un terme utile y compris dans la formation des magistrats. La chancellerie n'y voit d'ailleurs pas de difficultés ».

Un point de vue partagé par Zoé Royaux, porte-parole de la Fondation des femmes. « On n'est pas déçu que le mot ne soit pas dans le Code pénal. Ce qui compte c'est que soit puni dans les faits. Ce que l'on trouve important, c'est que l'on puisse utiliser ce terme dans la sphère judiciaire et que tout le monde emploie ce mot », confie l'avocate pénaliste. Cette porte-voix reprend la balle au bond de cette volonté de « sanctuarisation » pour aller plus loin encore. « Cela devrait nous faire réfléchir sur le fait de les comptabiliser de manière officielle. Le gouvernement devrait en tant réel les mesurer et ne plus laisser à une association ou aux médias cette responsabilité », propose la représentante du collectif féministe.

## DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES

**16 - La Pérille Mortelle et Contes à Rebours** - Les deux spectacles féministes de Typaine D en tournée

Oyez !! Après une année 2019 rebondissante, avec des tournées inoubliables à travers la France et le Québec, et la création d'un nouveau One Feminist Show "La Pérille Mortelle" au mythique théâtre du Café de la Gare à Paris...

À l'occasion du 8 mars, Journée Internationale de Lutttes pour les Droits des Femmes, c'est avec joie que je repars en tournée en France et en Belgique !

avec des rencontres, conférences, dédicaces du [livre](#)...

- 3 mars : Contes à Rebours, invitée par la Ville de Nantes ;
- 6 mars : La Pérille Mortelle, invitée par l'Université des Femmes à Bruxelles ;
- 7 mars : Contes à Rebours, invitée par la ville de Bouffémont (95) ;
- 8 mars : invitée à intervenir lors de l'évènement Debout Citoyennes au Zénith de Paris ;
- 10 mars : La Pérille Mortelle, deux représentations pour les agent·es du département du Val-de-Marne à Créteil ;
- 12 mars : La Pérille Mortelle, invitée par la ville de Rennes et la maison de Quartier Villejean ;
- 16 mars : La Pérille Mortelle et extrait de Contes à Rebours, invitée par l'Université de Lille ;

- 19 et 20 mars : maîtresse de cérémonie pour le Printemps des Fameuses à Nantes, et extraits de spectacles ;
- 23 et 24 mars : Contes à Rebours, invitée par le Conseil Départemental de la Haute-Garonne pour deux représentations devant des collégien·nes, à Toulouse et Saint-Gaudens ;
- 26 mars : Contes à Rebours, invitée par l'IUT de Tourcoing ;
- 28 mars : invitée à intervenir sur le langage aux côtés d'Eliane Viennot au FéministCamp d'Osez Le Féminisme! à Rambouillet.

### **17 - 2<sup>ème</sup> Forum féministe parisien sur l'égalité professionnelle - 7 mars - Mairie de Paris**

Si les femmes ont toujours travaillé, si l'accès à l'éducation et à l'emploi s'est ouvert au cours du 20<sup>ème</sup> siècle pour elles, et si l'égalité professionnelle est inscrite depuis des dizaines d'années dans le droit français, les rapports sociaux inégalitaires continuent de freiner l'accès à une égalité professionnelle pleine et entière. Ce forum féministe parisien mettra à l'honneur les femmes, associations, collectifs, institutions qui luttent afin d'atteindre l'égalité professionnelle à travers des tables rondes, un village des structures de l'Égalité, et des ateliers ouverts à toutes et tous.

*7 mars 2020 - de 10h à 17h - Mairie du 4<sup>e</sup> arrondissement - 2 Place Baudoyer*

### **18 - Rencontre avec Valérie Rey-Robert : « Le sexisme, une affaire d'hommes » - Librairie Violette and Co - 5 mars**

« Les violences patriarcales sont le produit d'un système de croyances dans lequel les hommes doivent dominer. La masculinité est partout liée au pouvoir et au contrôle ; les garçons l'apprennent dans leurs familles, par les médias, leurs copains, les jeux, le sport. Et tout en apprenant qu'il faut être fort et puissant, ils apprennent aussi que ce qui est féminin vaut moins que ce qui est masculin.»

« On ne naît pas homme, on le devient. ». C'est en partant de ce postulat que Valérie Rey-Robert analyse la construction du genre. Selon elle, le principal problème des violences faites aux femmes est la virilité. Elle nous invite à nous questionner sur la socialisation des garçons et des filles, sur la masculinité et sa violence inhérente, sur nos stéréotypes de genre.

Il appartient de déviriliser nos sociétés, pour que les hommes cessent de tuer leurs compagnes et leurs enfants, qu'ils cessent de se tuer entre eux, qu'ils cessent de s'automutiler. Ceci ne pourra passer que par un grand travail de prise de conscience et d'éducation. Une problématique qui nous engage toutes et tous.

Publié aux éditions Libertalia. Valérie Rey-Robert est l'autrice d'Une culture du viol à la française (Libertalia, 2019). Elle combat les violences sexuelles depuis vingt ans et anime le blog Crêpe Georgette.

*Mercredi 5 mars - 19h à 20h30 Librairie Violette and Co, 02 rue de Charonne - 75011 Paris*

### **19 - Livre et rencontre : « Mes années MLAC » - Irène Jouannet - 10 mars**

Mêlant l'intime et le collectif, ce récit écrit à la première personne, permet de revivre les luttes épiques qui ont été déterminantes pour faire aboutir la loi Veil en 1975. Un livre qui transmet aux jeunes générations le goût de se battre pour continuer à défendre des droits toujours remis en cause.

Pour défendre nos acquis, encore faut-il en connaître l'histoire. Qui, dans les jeunes générations, se souvient aujourd'hui du rôle décisif joué par les mouvements féministes pendant les cinq années qui ont précédé le vote de la loi Veil dépénalisant l'avortement en France en 1975 ?

Irène Jouannet, qui a été au cœur de cette « épopée » au sein du MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception), nous la fait revivre à travers un récit à la première personne dans lequel l'intime et le collectif sont étroitement mêlés.

*L'ouvrage sera en librairie le 3 mars et peut aussi être commandé sur le site des Éditions du Croquant ([www.editions-croquant.fr](http://www.editions-croquant.fr))*

*Une rencontre avec l'auteure est prévue le mardi 10 mars à 19h30 à la librairie Le Merle Moqueur, 51 rue de Bagnolet 75020 Paris.*

## **20 - Radio : Remue-Méninges - Tous les mardis à 19h**

Cette émission se propose de faire découvrir le foisonnement et la richesse du féminisme : objectifs, luttes, concepts, histoire, créativité... Nous vous donnons rendez-vous tous les mardis de 12h30 à 14h30 sur les ondes de Radio libertaire (89,4mhz et sur Internet <https://www.radio-libertaire.net>).

*Mardi 3 mars : Femmes et cinéma : le festival international de films de femmes de Créteil a lieu du 13 au 22 mars*

*Mardi 10 mars : La Saxifrage et les Suffragettes... la petite histoire d'une association féministe dans la grande histoire du féminisme... des militantes de la "Women's Social and Political Union" (une organisation créée en 1903 pour revendiquer le droit de vote des femmes au Royaume Uni) aux militantes des années 70 en France.*

*Mardi 17 mars : Les femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles à Paris sont en grève depuis plus de 8 mois pour leur intégration et de meilleures conditions de travail et de salaire.*

*Mardi 24 mars : Carte blanche aux femmes des Lundis de Femmes solidaires à Archipelia : elles présentent la 9ème édition du Forum Femmes en actions qu'elles organisent à Paris*

*Mardi 31 mars : La femme dans l'art, de l'Inspiratrice à l'artiste : présentation historique par Yolaine Guignat*

Pour écouter l'émission : en direct en Île-de-France : FM 89,4 Mhz - en podcast sur <https://www.mixcloud.com/RemueMéningesFéministe/> et sur notre blog - partout dans le monde, en direct ou en téléchargement <http://media.radio-libertaire.org:8080/radiolib>

Pour soutenir Radio libertaire, vous pouvez télécharger le bon de souscription grâce à ce lien : <https://www.radio-libertaire.net/nous-soutenir/>

## **21 - Colloque « Féminisme, réseaux sociaux et nouveaux médias » - Centre Hubertine Auclerc - 20 mars - Paris**

Valérie Péresse Présidente de la Région Île-de-France et Marie-Pierre Badré Déléguée spéciale en charge de l'égalité femmes-hommes, conseillère régionale Présidente du Centre Hubertine Auclerc ont le plaisir de vous inviter au colloque « Féminisme, réseaux sociaux et nouveaux médias » organisé par le Centre Hubertine Auclerc à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes

Vendredi 20 mars 2020 de 09h00 à 13h00 - Auditorium de la Région Île-de-France - 5 rue Madame de Staël - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine. Un café d'accueil vous sera proposé à 09h00.

> **Inscriptions obligatoires ici** < Une pièce d'identité vous sera demandée à l'entrée.

## **22 - Le Festival Sauvageonnes ! - 19-20-21 mars - mix'art Myrys - Toulouse**

La compagnie nanaqui présente « Sauvageonnes ! » - Fabrique des imaginaires et des agirs écoféministes, un festival pluridisciplinaire, un événement à la fois culturel, artistique et engagé, que nous avons voulu le plus participatif possible. un lieu de partage, de création, de rencontre, de fabrique, d'échanges de pratiques et d'idées autour de l'écoféminisme.

Tout le programme : <https://compagnienanaqui.files.wordpress.com/2020/03/programme-sauvageonnes.pdf>

**CINÉMA, THÉÂTRE, LIVRES, TÉLÉ, EXPOS, SORTIES...**

### **23 - Exposition " Sans Artifices " - du 6 au 29 mars - Paris**

En amont de la Journée internationale des droits des femmes, la Galerie WAWI organise à partir du 6 mars, l'exposition 100 % féminine : Sans artifices. 14 artistes, essentiellement du milieu *street art*, ont été sollicitées. Objectifs :

- Donner de la visibilité aux artistes femmes, encore sous-représentées dans ce milieu, quand elles n'en sont pas complètement exclues. La galerie souhaite inscrire cette vision sur le long terme.
- Permettre aux artistes de donner leur vision de la femme, dans un esprit de liberté et de vérité. Il peut s'agir de décrire leur expérience dans la société ou d'interroger le statut de *femme*.

Ce thème d'exposition s'inscrit pleinement dans l'actualité, au regard du phénomène de libération de la parole des femmes et des autres minorités. Afin de rendre l'expérience optimale, la galerie donne la possibilité aux artistes qui le souhaitent de prolonger leur peinture jusqu'aux murs même de l'établissement. Ainsi, toiles et murs fusionneront. Le lieu sera imprégné de leurs univers.

Programme : Un live painting aura lieu le soir du vernissage, le 6 mars, à 19h30, réalisé par la street artiste Kaldea ; Un atelier " dessin " sera animé par une artiste le dimanche 8 mars (Journée internationale des droits des femmes)

Liste des artistes de l'exposition "Sans artifices" : Stoul, Ami Imaginaire, Anna Conda, Lapin mutant, Sandie Carol, Kristx, Lulu et Louise, Kaldea, Marquise, Pauline Salvan, Hydrane, Socrate, Diane D2, Carole B.

Galerie WAWI, 49 rue Albert Thomas 75010 Paris ; Métro : République / Jacques Bonsergent (Ligne 5) ; Horaires d'ouverture : Tous les jours sauf mardi de 14H à 19H ; Tél : 06 98 13 44 51 - 06 35 10 27 88 ; [galerie.wawi@gmail.com](mailto:galerie.wawi@gmail.com)

### **24 - Théâtre : « Mon Olympe » - Compagnie des milles printemps - Paris - jusqu'au 28 mars**

*"Cinq jeunes femmes, féministes et fières de l'être, se retrouvent enfermées le soir dans un parc public sans moyen de communication. Cette nuit blanche va très vite se transformer en un parcours initiatique mouvementé. »*

Dans notre société où tout évolue, les droits, la politique, les mentalités; quelle place pour le féminisme ? Que veut dire le mot féminisme ? Doit-on inventer un nouveau mot ? Y-a-t-il plusieurs formes de féminisme ? Doit-on toujours être d'accord ?

C'est toutes ces questions que soulèvent ces cinq jeunes femmes, fières d'être ensemble, féministe, et qui se retrouvent confrontées par hasard aux opinions divergentes, les unes aux autres.

Parcours initiatique, cette pièce permettra au moins impliqué et au plus retissant de comprendre ce qu'est et n'est pas le féminisme aujourd'hui. Aucune leçon de pensée dans ce spectacle mais beaucoup de rire et de bienveillance, et une place importante pour l'opinion de chacun.

Jusqu'au 28 mars 2020 - Théâtre de Belleville - 16 passage Piver - 75011 Paris - 01 83 64 50 20 - A partir de 11ans

### **25 - Livre : Notre corps nous-mêmes**

La réactualisation, après quarante ans, d'un des plus grands classiques internationaux du féminisme. « Nous avons décidé d'adapter ce livre au contexte actuel. Lorsque le livre est sorti en 1977, on ne parlait pas encore du sida, l'homosexualité était classée comme une maladie mentale, le terme «violences obstétricales» n'existait pas et le viol conjugal n'était pas reconnu. Aucune actualisation n'a été faite au fil du temps, sans doute avant tout parce qu'elle aurait représenté un travail immense pour des auteures quasiment bénévoles. Puis, dans les années 1980, on a vu fleurir des livres et manuels d'un autre genre, des «conseils santé» écrits par des experts et des médecins, qui ont peu à peu remplacé cette parole des femmes. Enfin, sont apparus les forums en ligne où il n'est pas toujours aisé de trouver une information fiable et dépourvue de jugement.



Aujourd'hui, nous avons envie de rendre accessible une information fondée et bienveillante, de reconquérir ce terrain, de disposer d'un livre de confiance, qui soit transmissible à nos filles, nos sœurs, nos mères, nos amies, nos compagnes... dès l'adolescence et jusqu'à la vieillesse.

Nous avons formé un collectif de dix femmes en variant les origines, les âges, les contextes sociaux, les orientations sexuelles et les vécus. Depuis un an, nous nous réunissons régulièrement pour écrire une nouvelle version de ce livre, qui aura pour ambition d'accompagner toutes les femmes dans les différentes expériences de leur vie (règles, sexualités, accouchements, ménopause, prise de conscience de son corps, choix de vie, travail...) et de les aider à se défendre contre les violences auxquelles elles pourraient faire face.

Éditions Hors d'atteinte, 384 pages, 24 euros, [www.horsdatteinte.org](http://www.horsdatteinte.org)

## **26 - Livre : « une défense légitime » - Janine Bonaggiunta et Nathalie Tomasini**

Le combat de deux avocates contre les violences faites aux femmes. Un témoignage croisé de celles qui ont obtenu la grâce d'Alexandra Lange et de Jacqueline Sauvage, où transparaissent tout à la fois la persévérance, les doutes, la colère à l'encontre des institutions, et, toujours, l'envie de faire évoluer la loi et de réparer des vies brisées.

En France, une femme meurt tous les deux jours sous les coups de son mari violent. Pour ne pas être l'une d'entre elles, certaines vont jusqu'à commettre l'impensable et tuer leur compagnon. Pourtant, la loi française est catégorique : par de tels actes, ces victimes deviennent des criminelles. Deux femmes d'exception, avocates sans concessions, se sont engagées pour les défendre. Alexandra Lange sera acquittée, Jacqueline Sauvage graciée. En plaidant pour Maud, Samia ou Noémie, Janine Bonaggiunta et Nathalie Tomasini se battent pour les 225 000 femmes victimes de violences conjugales. Parce que ni le gouvernement ni le législateur ne parviennent à les protéger, elles racontent les coulisses de leur lutte et nous font vivre une série de procès emblématiques. Elles partagent leur empathie, leur persévérance, leur envie de faire évoluer la loi, mais aussi leur colère à l'encontre des institutions, sourdes à la douleur de victimes démunies face à leurs bourreaux.

Nathalie Tomasini et Janine Bonaggiunta sont avocates. Elles ont défendu ensemble de nombreuses femmes victimes de violences, dont Alexandra Lange, avec qui elles ont coécrit *Acquittée* (Michel Lafon, 2012) et Jacqueline Sauvage, avec qui elles ont publié *Je voulais juste que ça s'arrête* (Fayard, 2017).

## **27 - Théâtre : "A quel prix" d'Hélène Trembles - 8 mars - Paris**

Des histoires vraies sur la prostitution aujourd'hui.

*La Camillienne* - 12 rue des Meuniers - 75012 Paris Tram porte de Charenton - Conseillée au plus de 16 ans

## **28 - Rappel : Théâtre : « Les survivantes » - Isabelle Linnartz et Blandine Métayer**

Cette pièce a été écrite à partir du recueil de témoignages de personnes accompagnées par le Mouvement du Nid, visibles dans la revue *Prostitution et Société*.

*Théâtre 13 à Paris, du 3 mars prochain au 5 avril.*

*Réservez votre place et invitez vos ami·es à l'aide de notre code PROMO (tarif de 14 euros) !*

*Lien de réservation : <https://www.theatre13.com/saison/spectacle/les-survivantes--2>.*

